

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Les caractéristiques des programmes de prévention secondaire et tertiaire de la
radicalisation violente au Canada

THÈSE DE SPÉCIALISATION
PRÉSENTÉE COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU BACCALaurÉAT EN PSYCHOLOGIE
PROFIL HONOURS

PAR
Sophie Lampron-de Souza

SOUS LA SUPERVISION DE
Ghayda Hassan

22 avril 2020

REMERCIEMENT.....	1
RÉSUMÉ.....	2
INTRODUCTION.....	3
CADRE THÉORIQUE.....	4
Définitions.....	4
Modèles de prévention.....	4
Types de prévention.....	5
Programmes de prévention.....	6
Objectif de recherche.....	7
MÉTHODOLOGIE.....	7
Recrutement.....	7
Échantillon.....	7
Instrument de collecte de données.....	8
Procédure des entretiens.....	8
Procédure de codage et de classification.....	8
Procédure d'analyse des données.....	9
Éthique.....	10
RÉSULTATS.....	10
Types d'activités de prévention.....	10
Objectifs des activités de prévention.....	11
DISCUSSION.....	16
Les interventions cliniques sur les caractéristiques personnelles.....	16
Les interventions cliniques sur la dimension interpersonnelle.....	18
L'intégration sociale des personnes référées.....	19
Des activités et objectifs flexibles.....	21
LIMITES ET PISTES DE RECHERCHE.....	21
RÉFÉRENCES.....	23
ANNEXE 1.....	26
ANNEXE 2.....	27

Remerciement

D'abord, j'aimerais remercier ma directrice de thèse, Ghayda Hassan, pour m'avoir enseigné et d'avoir accepté de diriger ma thèse de baccalauréat. Elle m'a permis d'approfondir mes connaissances sur les enjeux de la relation avec l'Autre, ainsi qu'en psychologie transculturelle.

Ensuite, je tiens à remercier la professeure Maryvonne Merri et l'équipe du RPC-PREV pour la révision de ma thèse. Ils ont offert généreusement de leur temps lors de la rédaction de ce projet. Grâce à leurs conseils, il m'a été possible de mieux comprendre la méthodologie de recherche scientifique et de développer un regard plus critique à l'égard des écrits scientifiques.

Finalement, je remercie mes collègues en thèse de spécialisation, et mes amies qui m'ont accompagné lors de ce cheminement académique. L'entraide offerte entre nous a embelli mon parcours en thèse de spécialisation. Merci à ma famille et mon compagnon de vie de m'avoir supporté dans cette tranche de ma vie. Grâce à eux, je peux affirmer avec confiance que ce n'est que le début.

Résumé

Les praticiens de la prévention de la radicalisation violente au Canada sont des professionnels méconnus. Le Réseau des praticiens canadiens pour la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent (RPC-PREV) vise à documenter les pratiques de ces acteurs afin de promouvoir les liens intersectoriels. Dans ce cadre, le projet de cartographie pancanadienne a été mis en place pour permettre de mieux connaître les programmes en prévention secondaire et tertiaire de la radicalisation violente existant au Canada. Le présent projet porte spécifiquement sur la description des activités de prévention en vigueur au Canada, ainsi que leurs objectifs. Des entrevues semi-dirigées ont été menées auprès de 22 praticiens en prévention secondaire et tertiaire de la radicalisation violente. Une analyse thématique a mis en lumière les thématiques émergentes. Les résultats révèlent que les activités et leurs objectifs se divisent en 3 volets : 1) les interventions cliniques; 2) les activités d'intégration sociale des individus référés; 3) les activités de gestion de la sécurité publique. En conclusion, une analyse critique des diverses activités de prévention en vigueur et de leurs visées est nécessaire pour renforcer la capacité des praticiens.

Introduction

La radicalisation violente et l'extrémisme violent suscitent l'inquiétude du passage à l'acte dans la société civile. En 2017, 67 pays rapportent au moins une mort due à des actes terroristes et 98 pays documentent au moins une attaque liée à des groupes extrémistes sur leur territoire (Institute for Economics & Peace, 2018). Au Canada, le niveau national de la menace terroriste (NNMT) demeure modéré (Gouvernement du Canada, 2018a), bien que les crimes haineux violents aient augmenté de 25% entre 2016 et 2017, plus particulièrement dans la province du Québec et de l'Ontario (Statistique Canada, 2018). Les types d'extrémismes répertoriés au Canada à l'origine d'un acte considéré terroriste depuis 2016 sont l'extrême droite (les idéologies néonazie, misogyne, islamophobe, antisémite, anti-immigration, anarchiste radical et homophobe), les idéologies religieuses radicales, dont l'islamisme radical, ainsi que les idéologies environnementales radicales (START, 2019). La montée des incidents haineux au Canada s'explique principalement par la haine à l'égard des personnes de confession musulmane et juive, ainsi que les groupes racisés (Statistique Canada, 2018).

L'occurrence croissante et les répercussions de la radicalisation dans le contexte canadien invitent à s'interroger sur les moyens mis en place pour prévenir la radicalisation violente sur le territoire. Le *Réseau des praticiens canadiens pour la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent* (RPC-PREV) a été mis en place pour répondre aux besoins de mobilisation des connaissances des organisations mandatées pour prévenir la radicalisation et l'extrémisme violents (RPC-PREV, 2019). Considérant la spécificité de l'enjeu, la documentation des programmes en prévention de la radicalisation et l'extrémisme violents est l'objet principal de cette étude. Dans les sections qui suivent, nous présenterons le cadre théorique, incluant les définitions, une revue de littérature de la radicalisation violente et de sa prévention, puis une description des objectifs et de la méthodologie de la recherche.

Cadre théorique

Définitions

La définition de la radicalisation diverge dans la littérature (Neumann, 2017; Schmid, 2013). Cependant, la définition de Schmid (2013) est de plus en plus retenue en raison de sa contextualisation sociale du phénomène. En effet, Schmid (2013) définit la radicalisation comme un processus engageant un individu ou un groupe dans un changement social, souvent à la suite d'une situation de tension intercommunautaire et de polarisation politique. Cette tension et cette polarisation résultent en l'abandon des pratiques normales de dialogues, de compromis ainsi que de tolérance. Comme nous le voyons, cette définition implique une compréhension systémique du phénomène de la radicalisation tout en prenant soin de contextualiser les comportements violents observables dans un contexte plus large que la situation d'un individu spécifique (Rousseau, 2019). Notons également que la radicalisation ne résulte pas toujours en un passage à l'acte violent (Schmid, 2013). Dès lors, lorsqu'une personne use de la violence pour faire avancer sa cause ou celle d'un groupe, le terme plus approprié devient celui de « radicalisation violente » (Gouvernement du Canada, 2018b).

Quant à l'extrémisme violent, ce terme réfère aux méthodes violentes au service d'idéologies politiques (Neumann, 2017), à l'opposé des valeurs de respect pour la vie, la liberté et les droits fondamentaux des êtres humains (Scruton, 2007). En se distinguant de l'extrémisme, la radicalisation est à présent comprise comme le processus menant à l'extrémisme, tandis que l'extrémisme est défini de manière plus large (Neumann, 2017).

Modèles de prévention

Tout comme les défis identifiés dans la recherche fondamentale, la littérature sur la prévention du phénomène s'avère très vaste et offre plusieurs terminologies et définitions. En 2015, le gouvernement américain introduit le terme de « lutte contre l'extrémisme violent » ou « *Countering Violent extremism* » (CVE) (Neumann, 2017). Cette nouvelle terminologie met l'accent sur les efforts déployés par les différents acteurs, notamment par les gouvernements locaux, les éducateurs, les travailleurs sociaux et la société civile pour contrer le processus de la radicalisation, en misant sur la résilience de la population dite « vulnérable » et des acteurs ouverts à modifier leurs idées extrémistes (Neumann, 2017). Afin de se distinguer du gouvernement américain, l'UNESCO a adopté un autre terme fréquemment utilisé dans la littérature, soit la prévention de

l'extrémisme violent ou «*Preventing Violent Extremism*» (PVE) qui se définit par une forme de puissance douce ayant pour but d'encourager le dialogue, l'autonomisation des jeunes, les droits de l'homme et légalité, ainsi que la prévention précoce pour ultimement annihiler les discours de haine, l'ignorance et les représentations inexactes des autres (UNESCO, 2019). Bien que les termes CVE et PVE aient souvent été utilisés de manière interchangeable, les approches relevant de ces termes sont notablement différentes. En effet, l'approche CVE a souvent été associée à une approche sécuritaire conduisant à la surveillance et la prévention des attentats ainsi que des actes violents (CIPC, 2015). Elle engendrerait la stigmatisation à l'égard de certaines communautés (Stephens, Sieckelink, & Boutellier, 2019). En revanche, l'approche PVE est plutôt reconnue pour les renforcements des facteurs de protection et son action pour contrer les mécanismes d'exclusion sociale. Autrement dit, la compréhension des influences politique, sociale et économique permet de cerner les facteurs impliqués dans l'émergence du phénomène de la radicalisation et de l'extrémisme violents (Taşpınar, 2009). L'approche PVE a donc été privilégiée dans cette recherche, puisque la radicalisation violente ne coïncide pas nécessairement avec le terrorisme.

Types de prévention

La santé publique offre un modèle de prévention se distinguant par les niveaux primaire, secondaire et tertiaire (Simeonsson, 1991). Appliqué à la radicalisation violente, la prévention primaire ou autrement nommée « prévention précoce » par le Gouvernement du Canada (2018b) a comme objectif d'éduquer le public en général à propos de l'extrémisme violent et de diminuer les facteurs de vulnérabilité à l'égard des comportements et des attitudes menant à la radicalisation violente (Harris-Hogan, Barrelle, & Zammit, 2016). La prévention secondaire a plutôt comme objectif d'intervenir auprès des personnes à risque d'adopter des idéologies menant à la violence (Harris-Hogan et al., 2016). Finalement, la prévention tertiaire encourage le désengagement des comportements violents et quelques fois des idéologies extrémistes auprès des individus ayant déjà adhéré à ces dernières (Harris-Hogan et al., 2016). La population ciblée par ce niveau de prévention inclut spécifiquement les individus à risque d'agir violemment, ceux qui ont le mandat de ne pas troubler l'ordre public, les personnes incarcérées en lien à des activités terroristes ou les individus revenant des zones de conflits et entrant au Canada (Gouvernement du Canada, 2018b). La santé publique privilégie une analyse pluridisciplinaire de la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents pour assurer une compréhension théorique intégrative du phénomène

(Rousseau, Hassan, & Oulhote, 2017). Ce type de modèle permet également de mettre l'accent sur la collaboration avec les communautés et la population générale dans la réduction des risques (Bhui & Jones, 2017). Pour ces raisons, le modèle de prévention en santé publique sera utilisé dans la présente étude.

Programmes de prévention

Dans l'objectif de prévenir la radicalisation violente, des programmes de prévention sont concrètement mis en place au Canada comme ailleurs. Comme peu de programmes officiels sont orientés exclusivement vers la prévention de la radicalisation violente et l'extrémisme au Canada, toutes les interventions et activités préventives sont considérées comme des programmes dans le cadre de notre projet. Une intervention se définit par des actions organisées ayant pour objectif de changer la suite attendue d'un phénomène en remaniant les éléments problématiques de celui-ci lors d'une période donnée et dans un environnement précis (Brousselle, Champagne, Contandriopoulos, & Hartz, 2011).

Sur le plan international, les études rapportent une panoplie de programmes dont ceux des Pays-Bas, du Royaume-Uni et du Danemark étant particulièrement en vogue (CIPC, 2015). Les programmes préventifs européens ont pour buts principaux d'identifier les personnes à risque et d'intervenir aux premières manifestations comportementales verbales ou non verbales d'idéologies prônant la violence (CIPC, 2015). Les programmes en Asie du Sud-Est et au Moyen-Orient se démarquent par des programmes de déradicalisation et de réhabilitation des prisonniers extrémistes, le plus souvent affiliés à l'islamisme radical (CIPC, 2015). À notre connaissance, aucun répertoire des programmes de prévention de la radicalisation violente n'a été réalisé au Canada, à l'exception d'une description sommaire de ces programmes, disponible sur le site Internet de la Sécurité publique Canada (2019b).

Nous réaliserons donc une étude documentant les initiatives en matière de prévention de radicalisation et d'extrémisme violent au Canada afin de répondre aux besoins des acteurs des différents secteurs. Cette recherche s'inscrit dans un plus grand projet, soit la cartographie pancanadienne, dirigée par le *Réseau des praticiens canadiens pour la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent* (RPC-PREV). Cette cartographie consiste à répertorier et documenter la nature des différentes pratiques et les liens collaboratifs entre les acteurs en matière de prévention de la radicalisation de l'extrémisme violents à travers le Canada. Notre équipe de

recherche promeut une approche préventive de la radicalisation (PVE) et l'utilisation du modèle de prévention en santé publique.

Objectif de recherche

La présente étude porte sur le volet descriptif des programmes canadiens en prévention secondaire et tertiaire en matière de radicalisation et d'extrémisme violents au Canada. Ce projet de recherche a comme objectifs spécifiques de documenter 1) les types d'activités pratiquées par les praticiens canadiens en prévention secondaire et tertiaire de la radicalisation et l'extrémisme violent, ainsi que 2) les objectifs de ces activités tels que rapportés par les praticiens canadiens interrogés.

Méthodologie

Recrutement

Trois moyens de recrutement des participants ont été utilisés. D'abord, les membres inscrits dans la liste du RPC-PREV ont été contactés afin de participer à l'étude. Ensuite, les non-membres ont été approchés lors de conférence ou au cours d'événements dans le domaine. Finalement, l'échantillonnage par réseau (échantillonnage boule de neige) a été utilisé pour recruter les participants parmi les organisations partenaires du RPC-PREV et les recommandations d'autres participants de l'étude.

Échantillon

32 participants ont participé à la recherche entre 2018 et 2019. Dix participants ont été exclus, car le modèle d'intervention de leurs organisations ne correspondait pas aux critères d'inclusion, soit être praticien en prévention secondaire ou tertiaire en radicalisation menant à la violence au Canada. Par conséquent, 22 participants intervenant en prévention secondaire et tertiaire ont été retenus pour l'étude. Les participants sont issus de secteurs variés : cinq des forces de l'ordre, huit du secteur psychosocial et neuf du secteur communautaire. De plus, les organisations d'affiliation des participants sont basées dans l'ensemble des provinces du Canada. Néanmoins, aucun participant retenu n'appartient à des organisations basées dans les provinces de Saskatchewan et du Manitoba, puisqu'aucune organisation ne s'y spécialise en prévention secondaire et tertiaire.

Instrument de collecte de données

L'entrevue à questions semi-dirigées comportait des questions permettant de collecter des informations au sujet du rôle du participant, du type d'activités, des projets menés ainsi que des liens collaboratifs de l'organisation (Voir Annexe 1). Ainsi, les questions ouvertes proposées ont aidé à documenter les différentes perspectives sur *qui, qu'est-ce qui est fait, où, avec qui et comment* (IASC, 2012) au sujet de la prévention tertiaire et secondaire en contexte de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents.

Procédure des entretiens

Les participants ont choisi la modalité d'entrevue entre l'entretien par vidéoconférence, en présentiel ou encore par téléphone. Les personnes retenues ont reçu un canevas d'entrevue en avance (Voir Annexe 1) et se sont préparées conséquemment. Ensuite, des entrevues individuelles et semi-structurées d'une durée moyenne de 90 minutes ont été menées auprès des participants. La méthode d'entrevue semi-structurée a été employée en raison de la possibilité d'approfondissement de certaines informations nommées par le participant qui ne pouvaient être obtenues par un questionnaire (Brinkmann, 2014). Enfin, la nature épistémologique de la méthodologie de cette recherche s'inscrit dans un paradigme post-positiviste (Guba & Lincoln, 1994) étant donné la valeur objective et l'influence limitée de l'interviewer sur le phénomène représenté par le participant (Brinkmann, 2014). L'objectif de l'entretien est, en effet, de récolter des informations factuelles, sans aider le participant à élaborer sa compréhension et le sens donné aux actions menées au sein de son organisation.

Procédure de codage et de classification

Dans un premier temps, afin de dresser un portrait général du phénomène étudié, un arbre de rubriques a été construit à la lumière des thématiques qui structurent l'entrevue, à savoir *Qui? Fait quoi? Comment? Avec qui?* (IASC, 2012). Dans l'objectif d'être économe en temps et efficace quant à la cohérence du traitement des nombreuses données par les différents membres de l'équipe de recherche (Paillé & Mucchielli, 2012), toutes les propriétés des codes ont été regroupées dans un document référentiel.

Dans un deuxième temps, les assistants de recherche ont transcrit les entrevues. D'abord, une entrevue a été lue par chaque assistant de recherche en vue de se familiariser avec son contenu. Lors de la seconde lecture, le logiciel NVivo12 a permis de coder les différents extraits des

entretiens individuels dans les rubriques-nœuds appropriés de l'arbre de rubriques. Des mémos ont été rédigés simultanément à cette étape pour, entre autres, justifier les extraits codés. Après avoir codifié une entrevue, un exercice interjuge a été réalisé afin d'assurer une cohérence entre les codeurs. Quelques définitions des rubriques ont été ajustées dans le document de référence des rubriques à la lumière de la compréhension de l'ensemble des membres équipe. Finalement, l'ensemble des entrevues ont été codées individuellement par les assistants de recherche du RPC-PREV et chacun d'eux a vérifié plusieurs fois son codage.

Procédure d'analyse des données

Une analyse thématique a permis de mettre en lumière les ressemblances et les nuances au sujet de la nature des programmes de prévention tertiaire et secondaire en radicalisation et d'extrémisme violents. Effectivement, une thématization continue a été effectuée afin de faire émerger progressivement les thèmes du corpus, les regrouper, les hiérarchiser tout en construisant peu à peu un schéma représentant les liaisons entre les thèmes documentés (Paillé & Mucchielli, 2012). Le premier cycle du codage a consisté à faire un codage ouvert à partir des données de quelques rubriques de l'arbre de rubriques en lien avec la question de recherche à l'aide du logiciel NVivo12. Plutôt que de limiter le codage selon des présupposés, le codage ouvert a l'avantage d'offrir plusieurs interprétations théoriques du phénomène en faisant émerger progressivement des thèmes et sous-thèmes (Charmaz, 2006). Les extraits ont été codés selon un codage descriptif de manière à nommer fidèlement en quelques mots le contenu des discours des participants (Saldaña, 2013). Le deuxième cycle du codage implique une analyse transversale afin de regrouper, de réorganiser et de faire émerger des thèmes supra-ordinaux donnant un sens aux sous-thèmes et permettant de structurer l'arbre thématique (Paillé & Mucchielli, 2012). Au travers des différentes étapes, les thèmes potentiels et leurs définitions temporaires sont collectés dans un document « relevé de thèmes », puis les mémos, les réflexions et les tentatives de regroupement et de structuration des thèmes sont notés dans un journal de thématization (Paillé & Mucchielli, 2012). La troisième étape de l'analyse consiste à s'assurer de la cohérence de la schématisation des thèmes. Pour ce faire, les thèmes et les sous-thèmes ont été choisis et ajustés de manière à rester pertinents à la question de recherche. Finalement, les typologies de chaque thème en lien avec l'objet de la recherche ont été officiellement décrites (Braun & Clarke, 2006).

Éthique

Les assistants de recherche et la chercheuse ont obtenu l'approbation du Comité éthique de l'UQAM. Puis, le consentement libre et éclairé des participants a été obtenu par le biais d'un formulaire signé. Toutes les informations confidentielles concernant les participants ont été anonymisées par des codes alphanumériques. Finalement, nous attestons que nous n'avons pas de conflits d'intérêts.

Résultats

Types d'activités de prévention

Cinq catégories d'activités sont exercées par les praticiens en prévention de la radicalisation violente soit 1) activités de prévention secondaire et tertiaire des individus à risque ou déjà engagés dans un groupe extrémiste violent; 2) les stratégies de transfert de connaissances et de prévention primaire; 3) l'évaluation des activités; 4) les stratégies de collaboration intersectorielle et 5) la recherche et la documentation sur la radicalisation violente. Dans cette thèse, nous nous intéressons uniquement aux activités de prévention secondaire et tertiaire. Ces activités impliquent a) l'évaluation du risque et l'intervention psychologique; b) l'insertion sociale; c) les groupes de soutien et de mentorat et d) l'aide légale.

L'évaluation est nommée par six praticiens. Cette activité inclut l'accueil de la personne prise en charge, ainsi que l'évaluation du risque du passage à l'acte. Un quart des praticiens interrogés affirme apporter une aide psychosociale et psychothérapeutique aux personnes référées. Le second quart des praticiens exerce principalement des activités d'insertion sociale. D'une part, ils aident les personnes référées à effectuer des projets d'engagement communautaire tels que des activités de charité et de bénévolat et des activités de communication lors d'événements publics. D'autre part, ils rapportent avoir recours à des activités sociales et récréatives, dont des activités de plein air, artistiques et des jeux de société. Finalement, certains praticiens de ce sous-groupe soutiennent l'employabilité, ainsi que l'accompagnement religieux. Le troisième quart des praticiens indique mener principalement des activités de surveillance et d'investigation des crimes et incidents reliés à la haine et la radicalisation violente. Ces activités consistent plus précisément à recueillir les plaintes, faire de la patrouille, de la gestion de problèmes et de l'intervention de crise, des enquêtes, de la cybersurveillance, le contrôle des armes à feu ainsi que veiller à la protection des

infrastructures publiques. Le dernier quart des praticiens offre des groupes de soutien, soit le mentorat pour les personnes référées ou une aide aux familles comportant au moins un membre engagé dans une trajectoire de radicalisation violente. Le type de mentors répertoriés est un citoyen volontaire, des artistes ou un ancien repentir d'un groupe extrémiste violent. L'aide offerte aux familles correspond, quant à elle, à un soutien social de la part d'autres familles vivant la même expérience ou encore à une référence vers un service de médiation familiale. En dernier lieu, deux praticiens offrent un soutien légal en gage de prévention, telle qu'une aide pour quitter les zones de guerre et retourner au Canada, un accompagnement dans les demandes d'immigration, et la défense des droits des personnes criminalisées.

Objectifs des activités de prévention

L'ensemble des praticiens affirment que leurs activités de prévention secondaire et tertiaire ont pour objectif général l'augmentation des facteurs de protection et la réduction des facteurs de risque. Ces facteurs diffèrent toutefois en fonction du secteur de pratique et de la profession des praticiens. Pour être plus précis, les objectifs spécifiques répertoriés sont de l'ordre de 1) l'amélioration de la santé mentale; 2) l'intégration sociale des individus à risque ou radicalisés; 3) la gestion de la sécurité publique et 4) des objectifs flexibles selon les besoins.

Amélioration de la santé mentale

Plusieurs activités des programmes préventifs ont pour objectif d'intervenir cliniquement auprès des personnes référées, soit dans le domaine personnel et interpersonnel.

D'abord, les praticiens œuvrent cliniquement dans la sphère individuelle. Les activités thérapeutiques exercées par les intervenants ciblent le travail sur soi dont la souffrance psychologique, la gestion des émotions, la redirection de l'énergie violente, la réduction des méfaits, la complexité des identités, ainsi que le développement de l'esprit critique. Pour trois intervenants, il importe de porter attention à la souffrance sous-jacente à l'engagement des individus dans un comportement violent. Le rôle des interventions d'un praticien interviewé est d'aider à chercher de « nouveaux ancrages » pour « sortir du désespoir » les individus à risque. Lorsqu'interrogé sur les valeurs préconisées dans l'intervention par l'organisation d'un praticien, celui-ci souligne que le travail commence par le changement de l'interprétation que la personne référée fait de son bagage historique et psychologique. Le suivi thérapeutique est donc, pour ceux-ci, un moyen de s'adresser à la détresse psychologique et au domaine affectif. D'ailleurs, la dimension affective est mise de l'avant par deux autres intervenants psychosociaux en ce qui

concerne l'évaluation du passage à l'acte et de la compréhension motivationnelle de la personne référée. Lors de l'évaluation, une intervenante psychosociale affirme que la colère peut être un indicateur de l'étape à laquelle est rendue la personne référée dans sa trajectoire de radicalisation violente. Par conséquent, le plan d'intervention est construit de manière à favoriser la gestion de la colère chez la personne référée :

Par exemple, moi j'ai eu des jeunes qui étaient bien engagés dans leur problématique. Par exemple, qu'ils allaient même partir et puis une discussion franche avec le parent, particulièrement le père, a comme diminué l'intensité de colère. On a donc eu du temps pour travailler sur certains éléments de colère.
(Participant 9)

Selon cette intervenante, la haine accentue la colère et peut mener à la violence contre l'autre. Six intervenants soutiennent que les comportements violents peuvent être directement ciblés lors des interventions cliniques. Une première perspective met en lumière la redirection de l'énergie affective destructrice vers des actions non violentes. Comme l'illustre l'extrait suivant, l'idéologie entretenue par la personne référée n'est pas la cible principale des activités préventives, mais bien la transformation de cette énergie colérique en un autre objet plus constructif pour son environnement social :

Pour le discours, on ne cherche pas du tout à leur demander de renoncer à ça. On essaie de le transformer en autre chose ou de travailler autour, donc en ce sens-là on se pose un peu en opposition avec des approches de déradicalisation. On n'est pas là-dedans du tout en fait. On se dit que ce discours-là ne s'est pas échafaudé pour rien. On essaie de ne pas le déboulonner, mais plutôt d'essayer de donner des voies de service, si on veut, une alternative. (Participant 18)

Plus spécifiquement, trois participants témoignent avoir une volonté que les individus à risque ou déjà engagés participent aux activités sociales selon des valeurs d'entraide et un principe de non-violence. Par exemple, une intervenante soulève que la réhabilitation par l'art peut offrir une alternative à la violence et sublimer cette énergie en une production bénéfique à la société : « On ne veut pas seulement que ça serve d'espace défouloir. Il peut y avoir de ça, mais c'est aussi de permettre aux jeunes de transformer leur monde, leur rapport à l'autre aussi par l'art ». Une

seconde approche d'intervention est fondée surtout sur la réduction des méfaits, mais n'offre pas d'alternatives possibles à la violence. Autrement dit, les activités de prévention doivent diminuer les occasions qu'à l'individu de s'engager dans des comportements perçus socialement inacceptables dans son contexte local :

On ne cherche pas nécessairement à ce que tout le monde soit un extrême centriste ou que tout le monde soit modéré. On veut simplement réduire les situations où il y a des tentations un peu extrêmes, vers des situations qui sont un peu plus gérables. Tu peux très bien être un raciste d'extrême droite, à partir du moment où tu ne te crées pas de problèmes ou de trop gros problèmes pour la société. (Participant 11)

D'autres praticiens ciblent davantage l'aspect cognitif que le comportement. L'identité est également une sous-thématique présente chez deux participants. Un de ces praticiens souligne l'importance d'encourager les identités plurielles chez les individus à risque en raison de l'uniformisation de l'identité associée au processus de la radicalisation. De plus, deux praticiens mentionnent que certaines de leurs activités ont pour finalité le développement de l'esprit critique chez les personnes référées. Selon le premier, la pensée critique constitue une ouverture à la diversité culturelle chez l'être humain :

We need to know that we are complex and introduce critical thinking, right? You need that. Anytime I talk to any young people, I said, "Critical thinking is knowing that there are differences among all of us and we have to appreciate those differences and know that we ourselves all have faults." (Participant 12)

L'esprit critique est considéré un moyen d'autodéfense à l'égard de la manipulation idéologique. L'individu doit donc démontrer une habileté à chercher et à comparer les différents points de vue selon un second participant. Sans référer à l'esprit critique en tant que tel, trois praticiens mettent l'accent sur la capacité du jeune à chercher une source considérée crédible pour valider les informations qu'il reçoit, particulièrement au sujet de la religion. Par exemple, les praticiens favorisent la mise en contact d'un individu à risque avec un représentant communautaire crédible afin que ce dernier change la trame narrative radicalisante. Dans le cadre de la radicalisation religieuse, par exemple, un praticien explique que la personne considérée à risque est mieux informée par une éducation aux textes religieux fondamentaux. Cela lui permet de refuser les

propositions d'adhésion à des courants religieux promouvant des idées extrémistes fondées sur la haine d'autrui. Ensuite, les praticiens s'intéressent également l'intervention clinique sur la sphère interpersonnelle. Certaines activités de prévention ont pour but de transformer le rapport de soi à l'autre. Les personnes référées sont invitées à reconsidérer leur construction d'autrui et découvrir les aspects positifs de ceux-ci au travers des activités comportant des interactions sociales, comme le mentorat. Par exemple, un intervenant raconte que la personne référée, habituellement seule devant son ordinateur, a l'opportunité de découvrir que le rapport à l'autre peut donner quelque chose d'intéressant et de surprenant en composant une musique en collaboration avec un mentor occupant un emploi de « beat maker ». Les activités comportant des échanges avec « l'Autre » peuvent être une occasion d'ouverture à la différence et une opportunité de développer une relation harmonieuse avec celui-ci.

Intégration sociale des individus à risque ou radicalisés

Plusieurs activités mises en place ont pour visée l'intégration sociale des individus à risque ou radicalisés dans les communautés et/ou la société et, plus spécifiquement, 1) la création d'un réseau de support social et 2) l'*empowerment* individuel.

En premier lieu, plusieurs activités réalisées par les praticiens encouragent la création d'un réseau de support auprès des individus à risque ou déjà engagés, ce qui les rendrait plus résilients à la radicalisation violente. L'environnement social donne un fondement à la prévention selon un intervenant : « That caseworker will work with that individual and their formal and informal supports. So, we try to provide that wraparound support ». La famille de la personne à risque ou déjà engagée est privilégiée dans le support apporté à la personne référée. En effet, elle apporte un support fondamental à la prévention secondaire et tertiaire pour certains praticiens. Pour une intervenante psychosociale, la famille est « un pilier dans l'aide qu'on peut apporter au jeune ». Selon elle, la communication et le lien de confiance entre les parents et les enfants sont des éléments primaires à encourager. Ainsi, l'intervenante occupe le rôle à la fois de médiatrice, en créant « un pont entre eux et leur jeune », et d'informatrice des parents sur la radicalisation violente et sur les outils d'amélioration de la dynamique familiale. Un autre intervenant ajoute que les activités de prévention visent également à soutenir émotionnellement les familles accompagnant leur enfant engagé dans une idéologie extrémiste violente. Dans cette visée, certaines de leurs interventions ciblent les facteurs influençant négativement la dynamique familiale, telles que la communication entre les parents et les enfants, les difficultés d'intégration sociale de la famille.

Enfin, le réseau de pairs de la personne référée peut développer un sentiment d'appartenance en dehors du groupe extrémiste violent, tout en offrant l'opportunité d'échanger dans le non-jugement selon deux praticiens. Si le réseau social est considéré comme une manière de renforcer la prévention, certaines activités exercées par les praticiens ciblent spécifiquement l'*empowerment* individuel des personnes considérées à risque. L'autonomie de celles-ci, l'habileté de communiquer publiquement, le leadership et l'efficacité personnelle sont des moyens d'augmenter leur capacité à prendre part aux activités économiques et citoyennes selon quelques praticiens.

Gestion de la sécurité publique

Tous les praticiens issus du secteur policier mentionnent que le but de leurs activités concerne essentiellement la gestion de la sécurité publique. Quatre praticiens du secteur policier déclarent spécifiquement mener des activités pour maintenir l'intégrité physique et/ou psychologique des citoyens. La sécurité est le critère privilégié dans leurs activités comme le mentionne un praticien du secteur policier : « because at the end of the day, we are still the police and public safety is our responsibility ». Certaines activités ciblent spécifiquement l'établissement d'une structure limitante pour éviter des incidents haineux ou crimes haineux :

Tout en se faisant connaître, on veut faire diminuer le fait que les gens/certaines personnes se sentent invincibles face à certains incidents haineux ou crimes haineux. Bien si les gens se rendent compte qu'il y a certaines limites qu'il ne faut pas dépasser, bien on peut peut-être diminuer le nombre de crimes haineux en même temps – ou d'incidents haineux. (Participant 35)

D'ailleurs, deux praticiens du secteur policier abordent le rôle de leurs activités dans le contrôle du langage haineux et sa propagation sociale. L'un de ces praticiens affirme néanmoins que la responsabilité de ce contrôle ne devrait pas être confiée uniquement au secteur policier, les interventions des policiers étant entravées dans les situations urgentes : « We always think that the police have the ability to quash this and I think we're foolish to think... it's not the police, it's got to be society...society has to buy what we are selling here. The police are there as a last resort for the small things that really can explode ». Bien que les indicateurs n'établissent pas un lien de causalité avec le passage à l'acte, la prévention motive les activités de certains praticiens :

On a des situations où des gens disent qu'ils vont aller faire des tueries et ils ont des photos d'armes, alors on intervient tout de suite. Donc, on évite peut-être des choses, on ne le sait pas encore, on ne le saura peut-être jamais. (Participant 17)

Si quelques praticiens du secteur policier précisent intervenir dans l'urgence, la majorité souhaiterait prévenir plus précocement le passage à l'acte violent.

Objectifs flexibles selon les besoins des individus

Quelques praticiens affirment avoir des objectifs flexibles déterminés selon les besoins des individus. En effet, lors de la consultation avec les intervenants, les individus considérés à risque construisent avec l'intervenant.e leur plan d'intervention en fonction de leur besoin singulier. Selon une intervenante, c'est le besoin de la personne à risque qui prime au-delà des critères de l'intervenant ou de l'entourage social du jeune :

Si c'est un parent qui me contacte pour son jeune, l'intervention va être en fonction des besoins du jeune. Donc c'est très aléatoire. Ma façon dont j'évalue le succès, c'est vraiment si le client est satisfait, si le jeune va mieux, etc. Donc, c'est vraiment des éléments très basiques. (Participant 10)

L'évaluation est donc une activité charnière qui permet de faire émerger les besoins qui détermineront les activités du praticien auprès de la personne consultant les services.

Discussion

La présente étude consistait à décrire les types d'activités de prévention secondaire et tertiaire de la radicalisation violente exercées par les praticiens en contexte canadien, ainsi que leurs objectifs respectifs. Les entrevues semi-dirigées conduisent à plusieurs constats principaux à l'égard des diverses activités préventives exercées par les praticiens et leurs objectifs.

Les interventions cliniques sur les caractéristiques personnelles de l'individu

Les activités de psychothérapies et de suivi psychosocial sont conçues comme des espaces d'exploration de la motivation à adhérer à une idéologie radicale et violente. Par ailleurs, ils offrent la possibilité de traiter les souffrances psychologiques et les émotions négatives de la personne selon nos participants. Dans cette lignée, une récente méta-analyse suggère que la colère et la haine

figurent parmi les facteurs de risque les plus influents sur les attitudes radicales (Wolfowicz, Litmanovitz, Weisburd, & Hasisi, 2019). Par conséquent, des interventions sur ces facteurs pourraient être efficaces pour réduire le risque. Cependant, peu d'articles portent sur les interventions psychothérapeutiques réalisées sur les facteurs motivationnels et affectifs en cas de radicalisation violente. Au contraire, les pratiques rapportées par les praticiens canadiens nous informent un intérêt particulier sur la valeur affective impliquée dans la radicalisation violente.

La majorité des intervenants œuvrant cliniquement en prévention de la radicalisation violente ont également rapporté encourager l'abandon de la violence sans pour autant abandonner le militantisme pour les idées radicales chez les personnes référées. Dans ce sens, plusieurs praticiens valorisent les alternatives non violentes pour partager les convictions de la personne référée, telles que la participation à des projets d'engagements communautaires et des activités artistiques. Nos données rejoignent les résultats du CIPC (2017) soulignant l'importance de la diminution des actes de violence par la majorité des intervenants en Occident et hors Occident. Considérant les dommages publics entraînés par le passage à l'acte, la sublimation de la violence s'avère une méthode de redirection de l'énergie violente vers un objectif pouvant, au contraire, bénéficier l'utilité publique, sans nécessairement reconfigurer l'aspect idéologique radicale (CIPC, 2017). Ce résultat met en lumière le souci des praticiens canadiens à inscrire la finalité de leurs interventions dans l'intérêt collectif, tout en respectant la liberté de pensées individuelles.

De plus, une approche à la déradicalisation est adoptée par certains praticiens, c'est-à-dire un intérêt spécifique à modérer, voire contrer, les idées radicales par des stratégies cognitives. Par exemple, un intervenant dans le secteur des pratiques religieuses discute de ses connaissances religieuses avec la personne référée afin de lui offrir un contre discours religieux dans un caractère plus instructif (CIPC, 2017). Ce positionnement est donc en ligne avec la volonté du développement de l'esprit critique d'encourager à explorer différentes perspectives sur une thématique et stimuler la réflexion, plutôt que d'une approche en position d'autorité qui serait prescriptive d'un modèle idéal (O'Donnell, 2016). Ainsi, les programmes canadiens invitent à la prudence, lorsqu'ils incitent la mise en contact de la personne référée avec une personne considérée crédible pour acquérir la connaissance.

Par ailleurs, les praticiens valorisent le développement de l'esprit critique chez la personne référée. Cette approche a ultimement pour objectif de construire une structure plus flexible de la pensée

sans imposer un contenu, mais plutôt d'encourager la considération de différentes perspectives (CIPC, 2017). Cette thématique a été nommée par une minorité de nos intervenants contrairement aux praticiens interrogés dans l'étude du CIPC (2017). La faible présence de cette thématique pourrait s'expliquer par son association plus forte aux activités de la prévention primaire, comme dans le secteur éducatif, plutôt que la prévention au niveau secondaire et tertiaire.

Les interventions cliniques sur la dimension interpersonnelle

D'une part, notre étude met en évidence le soutien au désengagement au groupe extrémiste par les anciens repentis ou des membres de la famille, les citoyens volontaires et des artistes. En ce sens, les repentis sont reconnus pour être une source crédible pour soutenir le désarmement et le désengagement, en raison de leur expérience similaire à la personne référée (CIPC, 2015, 2017; Dalgaard-Nielsen, 2013; Sklad & Park, 2017). De plus, la famille et les amis peuvent aussi contribuer à prévenir l'engagement ou encourager le désengagement au groupe extrémiste en créant un contexte social harmonieux (Barrelle, 2015; CIPC, 2017; Dalgaard-Nielsen, 2013; Gielen, 2017). Cependant, nos données nous apprennent aussi que le réseau de pairs est peu exploité pour encourager le désengagement, bien que les recherches soutiennent le rôle important des amis non déviants dans le désengagement (CIPC, 2015; Lösel, King, Bender, & Jugl, 2018; Romaniuk, 2015; Wolfowicz et al., 2019). Ceci pourrait s'expliquer par la faible quantité d'amitiés en dehors du réseau extrémiste par la personne référée, de manière qu'ils ne restent que ceux partageant une idéologie violente lors de l'intervention (CIPC, 2017; Wolfowicz et al., 2019). Tout compte fait, notre étude confirme la sensibilité des intervenants à mettre les personnes référées en contact avec des personnes significatives aux yeux de la personne référée. De plus, nos praticiens suggèrent le bienfait d'un type de mentorat peu exploré dans la littérature, soit celui offert par des artistes.

D'autre part, les praticiens canadiens interrogés soulignent l'importance d'ouvrir l'individu référé à l'autre différent de soi, notamment par le biais d'activités expérientielles impliquant une relation avec des personnes en dehors du réseau extrémiste violent. À cet effet, la prise en compte de la perspective de l'autre, notamment par son vécu affectif, la catégorisation de l'autre dans une identité partagée à soi, et l'appréciation de la différence sont employés pour humaniser ceux qui étaient perçus comme des ennemis, et ainsi diminuer la violence envers ceux-ci (Brouillette-Alarie et al., 2019; Feddes, Mann, & Doosje, 2015; Gielen, 2017; Sklad & Park, 2017). Cette volonté des

praticiens témoigne d'une tentative d'ancrage dans une société néo-libérale valorisant principalement les comportements prosociaux non violents et d'inclusivité (Sjøen & Jore, 2019). Si les praticiens canadiens et la littérature soulignent l'effet protecteur des interventions sur le développement des capacités empathiques (Brouillette-Alarie et al., 2019; Feddes et al., 2015; Sklad & Park, 2017) et du développement des amitiés en dehors de son groupe d'appartenance (Wolfowicz et al., 2019), les effets à long terme de ces interventions restent à confirmer (Lub, 2013).

Les services de médiation familiale et de soutien à la famille sont parfois réalisés par les praticiens afin d'améliorer la dynamique familiale, dont le rôle est considéré comme crucial. Ce résultat corrobore certaines études, mettant en évidence l'importance de retisser les liens brisés avec les membres de la famille pour la réintégration de la personne radicalisée ou à risque (Ben-Cheikh et al., 2018; CIPC, 2017). Si la famille semble jouer un rôle en offrant un contexte clivant dans le cas d'une dynamique familiale dysfonctionnelle (Pels & Ruyter, 2012), plusieurs recherches suggèrent que l'implication des parents (Wolfowicz et al., 2019), le style parental démocratique (Lösel, King, Bender, & Jugl, 2018), de forts liens familiaux (Gielen, 2017) peuvent avoir un rôle protecteur dans la prévention de la radicalisation violente. Les études suggèrent d'offrir des espaces où il est possible de discuter des idées extrémistes et des alternatives proposées (Gielen, 2017).

L'intégration sociale des personnes référées

Les activités pratiquées par les praticiens interrogés encouragent l'*empowerment* et la résilience des individus ciblés et des communautés minoritaires de manière à leur permettre de participer constructivement à la collectivité. Deux approches pratiquées par nos praticiens seront discutées dans les deux prochains paragraphes.

D'une part, plusieurs activités communautaires sont mises en place par les organisations comme des activités de charité, de bénévolat, récréatives, artistiques, sociales et de communication publique. Elles remplissent de multiples objectifs, dont la création de lien avec d'autres pairs, l'implication constructive à la société et la réduction des risques d'agir violemment. Plusieurs études indiquent que les praticiens optent pour les thérapies occupationnelles par la participation des personnes référées dans des activités similaires à celles nommées plus haut (Ben-Cheikh et al., 2018; Cherney, 2016; CIPC, 2017). Ces activités offrent le double rôle de favoriser le développement de facteurs de protection, tels que la promotion de l'ouverture d'esprit (CIPC,

2017), des alternatives non violentes (CIPC, 2017; Stephens et al., 2019), ainsi que la création d'amitiés en dehors du réseau extrémiste (CIPC, 2015), mais encore de réduire les facteurs de risque quotidien en remplissant le vide culturel et l'ennui (CIPC, 2017). Les activités de communications publiques sont, quant à elles, une opportunité de promouvoir la voix politique par un moyen non-violent (Stephens et al., 2019). Toutefois, un seul praticien mentionne encourager la prise de parole en public. Bref, les activités d'intégration sociale sont variées et peuvent être utilisées pour des multiples objectifs.

D'autre part, les activités de soutien à l'emploi sont peu mises en place par les intervenants canadiens. L'étude du CIPC (2017) corrobore nos résultats. En effet, les intervenants en Occident ne misent pas principalement sur les activités soutenant l'amélioration des conditions économiques pour prévenir la radicalisation violente. Ces résultats s'expliquent peut-être par la connaissance des praticiens en ce qui concerne la faible contribution du statut de l'emploi dans la radicalisation violente. Néanmoins, le chômage pourrait augmenter la radicalisation violente au travers du sentiment de perte de contrôle social et la maîtrise de soi (Wikström & Bouhana, 2016). Nos données confirment donc la place seconde qu'occupe l'accompagnement à l'emploi dans la prévention, mais invitent à prendre en considération la contribution indirecte de ce type d'intervention.

Activités orientées par la sécurité

Les activités de surveillance, d'arrestation et d'investigations des crimes et incidents haineux ont pour objectif principal de protéger les citoyens selon les participants du secteur policier. Deux stratégies sont, entre autres, utilisées par ces praticiens afin de prévenir les actes de violences reliées à une idéologie, soit le contrôle de l'expression de l'idéologie extrémiste et l'arrestation comme solution de dernier recours. Nos données corroborent certaines études confirmant la pratique principale des activités de surveillance et d'investigation par le secteur policier afin de gérer la sécurité publique et contrer la propagande incitant à la haine (CIPC, 2015, 2017). En revanche, les programmes de prévention secondaire et tertiaire guidés principalement par des activités de surveillance sont reconnus pour contribuer à un climat de suspicion à l'égard des communautés minoritaires (Brouillette-Alarie et al., 2019; CIPC, 2017; Gielen, 2017; Pistone, 2019), générer la stigmatisation des communautés visées (Brouillette-Alarie et al., 2019; CIPC, 2017; Gielen, 2017; Pistone, 2019), et instaurer un sentiment de méfiance envers les praticiens qui

l'exercent (Awan & Guru, 2017; CIPC, 2017). De plus, la surveillance continue des services de police, malgré l'absence d'actes répréhensibles, contribue à exacerber la polarisation sociale (Gielen, 2017; Sklad & Park, 2017) et accentuer les cas de radicalisation violente (Cherney, 2016; CIPC, 2017; Hickman, Thomas, Nickels, & Silvestri, 2012). Ainsi, nos données invitent à modérer les activités de surveillance dans le contexte canadien et incite à utiliser en dernier recours l'arrestation de la personne à risque de passer à l'acte, et ce seulement, lorsque des preuves plausibles de futur passage à l'acte sont présentes. Nos résultats mettent donc en relief le besoin de formations relatives à la radicalisation violente dans le secteur policier et d'explorer d'autres activités préventives dans le secteur des forces de l'ordre en contexte canadien.

Des activités et objectifs flexibles

Les activités d'évaluation rapportées par les praticiens leur permettent de mieux comprendre les besoins et d'évaluer le risque de passage à l'acte. Ces résultats sont similaires aux recommandations issues de la littérature : une approche individualisée est particulièrement encouragée par les praticiens (CIPC, 2017). Cette approche permet, d'une part, d'avoir une meilleure compréhension des divers facteurs contributifs à la trajectoire de radicalisation violente de la personne référée (CIPC, 2017) et, d'autre part, de mobiliser les ressources nécessaires selon les besoins personnalisés de la personne. Or, les praticiens canadiens font rarement référence à l'évaluation, bien que cette activité soit fondamentale à la construction d'un plan d'intervention individualisé. Le manque d'outils validés pour évaluer les facteurs de la radicalisation violente selon les spécificités locales peut expliquer la faible mention de cette activité (CIPC, 2017). Nos résultats nous apprennent donc le manque flagrant d'évaluation de la vulnérabilité, du risque de radicalisation violente ou du passage à l'acte. Cette évaluation permettrait d'orienter la personne référée à des activités adaptées à ses besoins.

Limites et pistes de recherche

La présente étude comporte certaines limites. D'abord, les constats présentés dans cet article reflètent la situation d'un seul intervenant par organisation. Or, les activités réalisées par les praticiens pourraient varier au sein d'un programme commun. En effet, la compréhension des facteurs contributifs aux trajectoires de radicalisation violente et les théories du changement peuvent varier entre les praticiens d'une même organisation, et conséquemment teinter leurs choix d'activités préventives. Lorsque les activités de partage et de discussion sont limitées entre les

intervenants d'une même organisation, les occasions de définir un cadre commun à l'intervention sont réduites (CIPC, 2017). En ce sens, de futures études pourraient s'intéresser à mieux comprendre la tension entre la prescription d'un programme, ainsi que les activités et les objectifs réellement mis en place par les praticiens d'une organisation.

Ensuite, nous avons codé les informations en suivant un modèle préétabli de rubriques et de thèmes. Seul le contenu des rubriques Nvivo pertinentes à l'objet de cette recherche a été analysé pour des raisons d'ampleur de cette thèse de spécialisation. Néanmoins, cette manière de procéder soulève une perte possible d'informations pertinentes. Paillé et Muchielli (2012) recommandent de travailler de manière inductive. Dans un contexte où plus de temps serait accordé, l'étude gagnerait en rigueur en faisant émerger les thèmes exclusivement à partir des entretiens entiers des praticiens.

Références

- Awan, I., & Guru, S. (2017). Parents of foreign “terrorist” fighters in Syria—will they report their young? *Ethnic and Racial Studies*, 40(1), 24-42.
- Barrelle, K. (2015). Pro-integration: disengagement from and life after extremism. *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression*, 7(2), 129-142.
- Ben-Cheikh, I., Rousseau, C., Hassan, G., Brami, M., Hernandez, S., & Rivest, M.-H. (2018). Intervention en contexte de radicalisation menant à la violence : une approche clinique multidisciplinaire. *Santé mentale au Québec*, 43(1), 85-99. doi:<https://doi.org/10.7202/1048896ar>
- Bhui, K., & Jones, E. (2017). The challenge of radicalisation: a public health approach to understanding and intervention. *Psychoanalytic Psychotherapy*, 31(4), 401-410. doi:10.1080/02668734.2017.1354908
- Braun, V., & Clarke, V. (2006). Using thematic analysis in psychology. *Qualitative research in psychology*, 3(2), 77-101.
- Brinkmann, S. (2014). Unstructured and semi-structured. In *The Oxford handbook of qualitative research* (pp. 277-299). Oxford: Oxford University Press.
- Brouillette-Alarie, S., Hassan, G., Ousman, S., Lavoie, L., Perrault, J., & team, C.-P. (2019). *The Prevention of Violent Radicalization: Evidence-Based Guidelines to Promote Efficient Interventions (Conference Report)*.
- Brousselle, A., Champagne, F., Contandriopoulos, A.-P., & Hartz, Z. (2011). *L'évaluation: concepts et méthodes: Deuxième édition*. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal.
- Charmaz, K. (2006). *Constructing grounded theory: A practical guide through qualitative analysis*. California: Sage.
- Cherney, A. (2016). Designing and implementing programmes to tackle radicalization and violent extremism: lessons from criminology. *Dynamics of Asymmetric Conflict: Pathways toward Terrorism and Genocide*, 9(1-3), 82-94. doi:10.1080/17467586.2016.1267865
- CIPC. (2015). *Comment prévenir la radicalisation : une revue systématique*. Retrieved from Montréal, (Québec):
- CIPC. (2017). *Prévention de la radicalisation menant à la violence : une étude internationale sur les enjeux de l'intervention et des intervenants*. . Retrieved from Montréal, (Québec): http://www.crime-prevention-intl.org/fileadmin/user_upload/Publications/2017/Rapport_Radicalisation_Final_Aout2017.pdf
- Dalgaard-Nielsen, A. (2013). Promoting Exit from Violent Extremism: Themes and Approaches. *Studies in Conflict & Terrorism*, 36(2), 99-115. doi:10.1080/1057610X.2013.747073
- Feddes, A. R., Mann, L., & Doosje, B. (2015). Increasing self-esteem and empathy to prevent violent radicalization: a longitudinal quantitative evaluation of a resilience training focused on adolescents with a dual identity. *Journal of Applied Social Psychology*, 45(7), 400-411.
- Gielen, A.-J. (2017). Countering Violent Extremism: A Realist Review for Assessing What Works, for Whom, in What Circumstances, and How? *Terrorism and Political Violence*, 31(6), 1149-1167. doi:10.1080/09546553.2017.1313736
- Gouvernement du Canada. (2018a). Niveaux nationaux de la menace terroriste pour le Canada. Retrieved from <https://www.canada.ca/fr/services/defense/securitenationale/niveau-menace-terroriste.html>

- Gouvernement du Canada. (2018b). Stratégie nationale de lutte contre la radicalisation menant à la violence. Centre canadien d'engagement communautaire et de prévention de la violence. Retrieved from <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/ntnl-strtg-cntrng-rdclztn-vlnc/ntnl-strtg-cntrng-rdclztn-vlnc-fr.pdf>
- Guba, E. G., & Lincoln, Y. S. (1994). Competing paradigms in qualitative research. In *Handbook of qualitative research* (Vol. 2, pp. 105). California: Sage.
- Harris-Hogan, S., Barrelle, K., & Zammit, A. (2016). What is countering violent extremism? Exploring CVE policy and practice in Australia. *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression*, 8(1), 6-24.
- Hickman, M. J., Thomas, L., Nickels, H. C., & Silvestri, S. (2012). Social cohesion and the notion of 'suspect communities': a study of the experiences and impacts of being 'suspect' for Irish communities and Muslim communities in Britain. *Critical Studies on Terrorism*, 5(1), 89-106. doi:10.1080/17539153.2012.659915
- IASC. (2012). Who is Where, When, doing What (4Ws) in Mental Health and Psychosocial Support: Manual with Activity Codes. Retrieved from https://www.who.int/mental_health/publications/iasc_4ws.pdf?ua=1
- Institute for Economics & Peace. (2018). Global Terrorism Index 2018: Measuring and understanding the impact of terrorism. Retrieved from <http://visionofhumanity.org/app/uploads/2018/12/Global-Terrorism-Index-2018-1.pdf>
- Lösel, F., King, S., Bender, D., & Jugl, I. (2018). Protective factors against extremism and violent radicalization: A systematic review of research. *International Journal of Developmental Science*, 12(1-2), 89-102. doi:10.3233/DEV-170241
- Lub, V. (2013). Polarisation, radicalisation and social policy: evaluating the theories of change. *Evidence & Policy: A Journal of Research, Debate and Practice*, 9(2), 165-183.
- Neumann, P. R. (2017). *Countering violent extremism and radicalisation that lead to terrorism: Ideas, recommendations, and good practices from the OSCE region*. Retrieved from London:
- O'Donnell, A. (2016). Securitisation, Counterterrorism and the Silencing of Dissent: The Educational Implications of Prevent. *British Journal of Educational Studies*, 64(1), 53-76. doi:10.1080/00071005.2015.1121201
- Paillé, P., & Mucchielli, A. (2012). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales* (3 ed.). Paris: Armand Colin.
- Pels, T., & Ruyter, D. (2012). The Influence of Education and Socialization on Radicalization: An Exploration of Theoretical Presumptions and Empirical Research. *Journal of Research and Practice in Children's Services*, 41(3), 311-325. doi:10.1007/s10566-011-9155-5
- Pistone, I., Eriksson, E., Beckman, U., Mattson, C., & Sager, M. (2019). A scoping review of interventions for preventing and countering violent extremism: Current status and implications for future research. *Journal for Deradicalization*(19), 1-84.
- Rousseau, C. (2019). La radicalisation violente au Québec: comprendre, prévenir et intervenir. *Le Genre humain*, 2(61), 135-145.
- Rousseau, C., Hassan, G., & Oulhote, Y. (2017). And if there were another way out? Questioning the prevalent radicalization models. *Canadian Journal of Public Health*, 108(5-6), e633-e635. doi:10.17269/cjph.108.6233
- RPC-PREV. (2019). Présentation du RPC-PREV. Retrieved from <https://cpnprev.ca/a-propos-de-nous/?lang=fr>
- Saldaña, J. (2013). *The coding manual for qualitative researchers* (2nd ed. ed.). London Sage.

- Schmid, A. P. (2013). Radicalisation, de-radicalisation, counter-radicalisation: A conceptual discussion and literature review. *ICCT Research Paper*, 97(1), 22.
- Scruton, R. (2007). *The Palgrave Macmillan dictionary of political thought* (3rd edition.. ed.). New York: Palgrave Macmillan.
- Sécurité publique Canada. (2019b). Programmes d'interventions au Canada. Retrieved from <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/bt/cc/ntrvntn-fr.aspx>
- Simeonsson, R. J. (1991). Primary, secondary, and tertiary prevention in early intervention. *Journal of Early Intervention*, 15(2), 124-134.
- Sjøen, M. M., & Jore, S. H. (2019). Preventing extremism through education: exploring impacts and implications of counter-radicalisation efforts. *Journal of Beliefs and Values*, 40(3), 269-283. doi:10.1080/13617672.2019.1600134
- Sklad, M., & Park, E. (2017). Examining the potential role of education in the prevention of radicalization from the psychological perspective. *Peace and Conflict: Journal of Peace Psychology*, 23(4), 432-437. doi:10.1037/pac0000258
- START. (2019). Global Terrorism Database (GTD). Retrieved from <https://www.start.umd.edu/data-tools/global-terrorism-database-gtd>
- Statistique Canada. (2018). *Les crimes haineux déclarés par la police, 2017*. Retrieved from <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/181129/dq181129a-fra.htm>
- Stephens, W., Sieckelinck, S., & Boutellier, H. (2019). Preventing Violent Extremism: A Review of the Literature. *Studies in Conflict & Terrorism*, 1-16.
- Taşpınar, Ö. (2009). Fighting Radicalism, Not" Terrorism": Root Causes of an International Actor Redefined. *SAIS Review of International Affairs*, 29(2), 75-86.
- UNESCO. (2019). Prévenir l'extrémisme violent. Retrieved from <https://fr.unesco.org/preventing-violent-extremism>
- Wikström, P. O. H., & Bouhana, N. (2016). Analyzing Radicalization and Terrorism. In *The handbook of the criminology of terrorism* (eds G. LaFree and J.D. Freilich ed., pp. 175-186): eds G. LaFree and J.D. Freilich.
- Wolfowicz, M., Litmanovitz, Y., Weisburd, D., & Hasisi, B. (2019). A Field-Wide Systematic Review and Meta-analysis of Putative Risk and Protective Factors for Radicalization Outcomes. *Journal of Quantitative Criminology*. doi:10.1007/s10940-019-09439-4

Annexe 1



Sur quoi porte l'entrevue ?

Au cours de l'entrevue, plusieurs thèmes seront abordés afin de mieux connaître votre travail et les missions de votre organisation.

Voici des exemples de contenus qui seront abordés par l'interviewer :

- Informations concernant **votre rôle** au sein de l'organisation :
poste, responsabilités, tâches, caractéristiques de(s) équipe(s)
- Informations concernant **votre organisation** :
types et domaines d'activité, cadre de référence
- Informations concernant les **projets menés** :
besoins identifiés, types et contenus des projets, évaluation des projets, enjeux liés à la réussite des projets, défis rencontrés, solutions proposées
- Informations concernant les **collaborations/partenariats** en cours et à venir :
besoins identifiés, types de collaborations/partenariats internes et externes, enjeux liés à la réussite des collaborations/partenariats, défis rencontrés, solutions proposées

Annexe 2



Le 23 septembre 2019

Ghayda Hassan
Professeure
Département de psychologie

Objet : Modifications apportées au projet
Titre du projet : *RPC-PREV- Entrevues*
No : 2868_e_2019, rapport 876
Statut : En cours
Source de financement : Ministère de la sécurité publique

Madame,

La présente vise à confirmer l'approbation, au plan de l'éthique de la recherche avec des êtres humains, de l'ensemble des modifications apportées au projet mentionné en objet. Le présent rapport de modification implique l'ajout de la personne suivante au sein de l'équipe de recherche : Sophie Lampron-de Souza (UQAM).

L'approbation de ces modifications est valide jusqu'au 1 août 2020.

Le Comité vous remercie d'avoir porté à son attention ces modifications et vous prie de recevoir l'expression de ses sentiments les meilleurs.

Le président,

Yanick Farmer, Ph. D.
Professeur